



Conseil de sécurité

Distr. générale
24 avril 2017
Français
Original : anglais

Lettre datée du 21 avril 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Arabie saoudite auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la lettre datée du 20 avril 2017 du Représentant spécial de la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syriennes auprès de l'Organisation des Nations Unies, Najib Ghadbian (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe à tous les membres du Conseil de sécurité comme document du Conseil.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Abdallah **Al-Mouallimi**



**Annexe à la lettre datée du 21 avril 2017
adressée au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent de l'Arabie saoudite
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

C'est avec une vive inquiétude qu'au nom de la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syriennes, je viens appeler votre attention sur les attaques qui continuent d'être menées contre les civils et les infrastructures civiles dans toute la Syrie depuis l'attaque barbare à l'arme chimique commise le 4 avril 2017 par le régime syrien contre la population de Khan Cheikhoun (Edleb).

Quelques heures seulement après que les forces d'Assad ont sauvagement gazé plus de 70 civils, dont 25 enfants et 16 femmes, le régime syrien a lancé, avec des armes classiques, une offensive brutale qui a tué 530 civils dans toute la Syrie. Le 7 avril, quelques heures à peine après que les États-Unis ont déclenché des frappes en représailles contre les attaques à l'arme chimique perpétrées par Assad, le régime syrien a lancé une deuxième attaque à l'arme chimique contre le quartier de Qaboun, à Damas. Le régime d'Assad et ses alliés ont ensuite repris leurs attaques contre des civils à Alep, Edleb, Hama, Damas, Deraa et Homs.

Depuis les attaques à l'arme chimique commises par Assad, au moins 214 civils ont été tués en Syrie, dont 58 enfants et 31 femmes, selon le Registre des violations commises en Syrie. Parmi ces civils, 68% ont succombé aux bombardements aériens effectués par le régime syrien et ses alliés. Le Réseau syrien des droits de l'homme a recensé pas moins de 14 attaques perpétrées par le régime et ses alliés contre des installations civiles vitales, notamment quatre centres médicaux, trois écoles et un centre de défense civile, au cours des cinq jours qui ont suivi les frappes américaines.

De fait, depuis les frappes américaines, le niveau de violence, semblable à celui observé à la même période l'année dernière, a provoqué la mort de 140 civils (dont 91 sont dues aux avions de combat du régime et de ses alliés). Les attaques aux armes conventionnelles d'Assad contre les civils syriens constituent une violation du droit international humanitaire et de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité, notamment des résolutions [2139 \(2014\)](#), [2165 \(2014\)](#) et [2254 \(2015\)](#). Pourtant, elles sont restées à ce jour sans conséquence. Il est clair que de telles attaques ne feront que continuer si des mesures globales ne sont pas prises pour protéger les civils.

Si l'on veut que les frappes américaines incitent à renoncer à de futures attaques contre les civils, luttent efficacement contre le terrorisme et jettent les bases d'un règlement durable du conflit syrien, les membres du Conseil de sécurité doivent conjuguer leurs efforts avec ceux des États Unis pour élaborer une approche globale qui privilégie la protection des civils, empêche les attaques aux armes conventionnelles et chimiques, élimine efficacement les groupes terroristes et fasse en sorte que les auteurs d'attaques contre des civils répondent de leurs actes.

Si nous voulons mettre un terme au conflit syrien, combattre efficacement le terrorisme et juguler la crise des réfugiés, la communauté internationale doit être prête à empêcher toutes les attaques illégales et aveugles contre des civils, qu'elles soient perpétrées par des moyens chimiques ou conventionnels. Nous comptons sur les États Membres, agissant à l'intérieur ou à l'extérieur du Conseil de sécurité, pour qu'ils usent de leur influence sur le régime syrien et ses alliés pour les amener à s'engager dans des pourparlers de paix constructifs. C'est là le seul moyen de mettre fin à l'effusion de sang et à l'instabilité qu'a engendrées le conflit dans la région et le monde.

Le Représentant spécial
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Najib **Ghadbian**
